

Une téléconférence a été organisée le 26 mars par Olivier Dussopt afin de faire un point sur la situation dans la fonction publique en lien avec l'épidémie de Covid-19.

Un point hebdomadaire sera fait afin de permettre des échanges et remontées régulières. Les organisations syndicales pourront également transmettre par écrit toutes leurs demandes.

NOS QUESTIONS

Solidaires a rappelé sa demande d'arrêt de toutes réformes et suppressions d'emploi dans un moment où la fonction publique et les services publics sont extrêmement sollicités pour faire face à la crise. On ne peut en effet saluer la nécessité de services publics efficaces et les casser dans un même temps.

Un retour a également été fait sur les injonctions contradictoires qui sont encore constatées dans les services. Des missions qui n'étaient pas prioritaires et qui le deviennent. Des consignes contradictoires avec les consignes générales de confinement.

Pour **Solidaires** il est indispensable que tout soit fait pour que les agent-es ne soient en aucun cas mis en danger ; que seules les missions essentielles soient exercées et que lorsque des agent-es doivent se rendre sur leurs lieux de travail tous les moyens de prévention soient mis à disposition : gel hydroalcoolique, savon, masques... et tout matériel indispensable. Il revient aux employeurs d'assurer la sécurité des agent-es. **Solidaires** est ainsi revenu sur la note de la DGAFP sur le droit de retrait dont l'interprétation est erronée et vise à dissuader les agent-es d'exercer leurs droits de retrait.

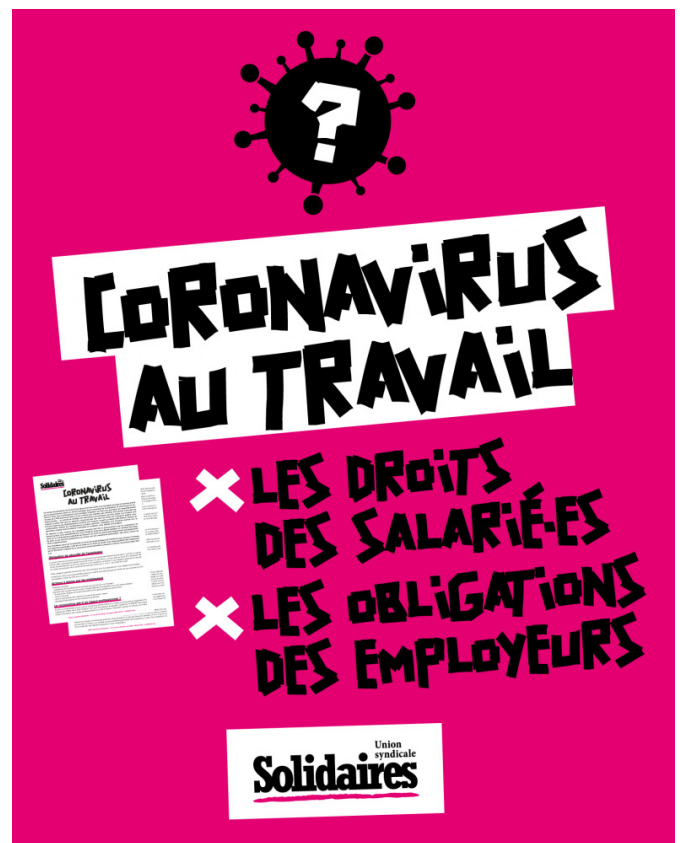
Solidaires a par ailleurs demandé que tous les éclaircissements soient faits sur tous les éléments en lien avec la loi d'urgence sanitaire notamment en matière de temps de travail et droits à congés. Mais également que l'application de la suspension du jour de carence ait un effet rétroactif au début de la crise.

Solidaires est également intervenu pour connaître ce qui était prévu concernant les traitements des agent-es publics.

Solidaires a réitéré ses demandes et alertes en matière de télétravail tant en ce qui concerne le matériel que toutes les conditions qui doivent normalement être appliquées conformément au décret qui régit le télétravail dans la fonction publique.

Solidaires a rappelé sa demande de prise en compte des situations très particulières pour les contractuel-les en fin de contrat, les vacataires ainsi que les lauréat-es aux concours des différentes directions ayant quitté leur emploi précédent et se retrouvant dans l'attente d'une entrée dans une école de service public sans date à ce stade.

Enfin, **Solidaires** est intervenu sur la nécessité que lorsque le COVID 19 est contracté sur le lieu de travail des agent-es publics, cela soit bien considéré en lien avec le travail (et pas uniquement les personnels soignants).



LES RÉPONSES DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT

Olivier Dussopt a apporté les réponses suivantes, sans être exhaustif :

- Sur la loi d'urgence, il y aura des ordonnances pour la FP sur la dématérialisation des réunions des instances de dialogue social (CT, CHSCT, commissions de réformes, etc.) ainsi que pour les lauréat-es de concours et les organisations des concours.

À l'exception des deux mesures ci-dessus par ordonnance toutes les décisions prises relèvent du champ réglementaire.

Concernant les annonces d'Émmanuel Macron sur la valorisation de l'engagement des personnels hospitaliers et de celles et ceux qui sont en 1^{re} ligne, Olivier Dussopt a indiqué travailler sur le sujet pour qu'il se matérialise.

- Sur les réformes en cours et la demande d'arrêt formulée par plusieurs organisations, Olivier Dussopt a indiqué que le gouvernement être dans une logique de suspension.

Il n'y aura pas d'ordonnances sur le temps de travail dans la FP car le droit le prévoit déjà par le décret 2000-815 dans la FPE et par le décret de 2001-623 pour la FPT.

- Sur le jour de carence, malgré la demande des organisations syndicales, le ministre a indiqué que son application ne serait faite qu'à la date de la promulgation de la loi.

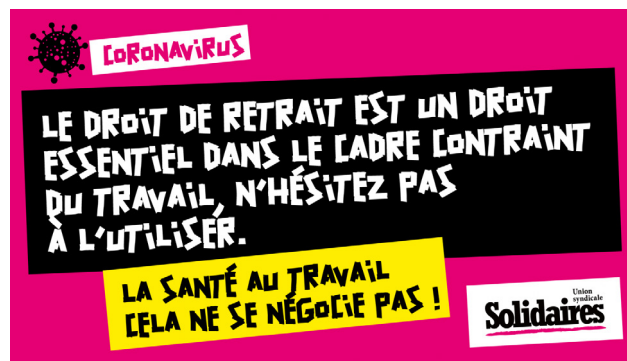
- Sur les congés, une position sera arrêtée après discussion interministérielle. Tout l'arsenal juridique existe déjà selon le ministre.

En ce qui concerne les autorisations spéciales d'absence accordées, le ministre n'a pas infléchi sa position et a rappelé que les ASA n'ont pas d'effet sur les congés, mais ne génèrent pas de RTT car le droit ne le permet pas.

- Sur le versement des paies, le secrétaire d'État a précisé qu'il constitue un des éléments dans le Plan de Continuité d'Activité (PCA) de la DGFIP. Le versement pour mars est en cours et les services travaillent sur la paie d'avril.

Il pourrait y avoir des difficultés possibles sur les entrant-es et sortant-es ou sur les agent-es qui bénéficient d'un avancement d'échelon.

- Sur le droit de retrait : la note de la DGFAP s'appuie sur le droit et la jurisprudence et précise bien que les employeurs doivent être exemplaires dans la mise en œuvre des mesures de protection. Le savon dans les écoles ça repose sur les collectivités territoriales. En matière d'équipements de protection, les commandes ont été faites. On va déployer les équipements.



- Sur le télétravail : il semble que le matériel nécessaire soit en cours de déploiement.
- Sur les questions de réquisitions : un agent-e dont les fonctions sont considérées comme essentielles est tenu de les exercer. Si des agents sont empêchés, d'autres agents pourront être désignés pour les exercer, dès lors que le PCA définit des fonctions essentielles. Cela passe par une notification écrite et tout-e agent-e qui ne le fait pas s'expose à des sanctions : 1/30^e de retenue sur salaire par jour non travaillé et procédures disciplinaires. Les réquisitions préfectorales sont possibles. Et le cas échéant, on ne peut exclure les sanctions pénales en cas de refus des agent-es.
- Sur la maladie professionnelle : les personnels soignants contaminés dans le cadre des soins prodigués à des malades seront reconnus en maladie professionnelle. Pour les autres fonctionnaires, le ministre a indiqué ne pouvoir rien indiquer à ce stade.
- Sur les contractuel-les : Olivier Dussopt a demandé à ce que lui soient transmis tous les signalements particuliers par administrations.

À lire également notre rubrique « Le coronavirus et le capitalisme : deux épidémies à combattre ! » : <https://solidaires.org/Syndicalistes-agir-contre-le-capitalovirus-1-Lundi-23-mars-2020>

